CHOISIR NOTRE EUROPE



Relançons le projet européen

Pervenche Berès
Tête de liste du Parti socialiste aux élections européennes

« Le 25 mai, changeons de majorité pour changer l'Europe ! »

Martin Schulz, candidat à la présidence de la Commission européenne

Droit à l'avortement : vous avez dit acquis?



PAR NOTRE VOTE IMPOSONS UNE NOUVELLE CROISSANCE

L'EXTRÊME DROITE MENACE L'EUROPE !





Il y a urgence à agir pour le climat !



Promouvoir une agriculture durable

ELECTIONS EUROPÉENNES
25 MAI 2014
ILE-DE-FRANCE ET FRANÇAIS DE L'ETRANGER







Le 25 mai, un seul jour, un seul tour, pour élire vos députés européens

www.choisirnotreeurope.fr #NotreEurope



L'INTERVIEW MARTIN SCHULZ

PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN DÉPUTÉ EUROPÉEN, MEMBRE DU PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN

BIO EXPRESS

Martin Schulz est membre du Parti social-démocrate (SPD). Il a été conseiller municipal à Würselen, entre 1984 et 1999 et maire de Würselen entre 1987 et 1998. C'est en 1994 qu'il devient député européen. En 2004, il est élu président du groupe socialiste au Parlement européen. Il est devenu président du Parlement européen en janvier 2012.

« LE 25 MAI, CHANGEONS DE MAJORITÉ POUR CHANGER L'EUROPE ! »

Vous avez choisi d'être candidat à la présidence de la Commission en devenant le chef de file des socialistes pour les européennes de mai 2014, pourquoi ?
Je suis né dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale près d'Aix-la-Chapelle, dans une région à cheval sur l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas. L'histoire de ma région, européenne par définition, qui a été déchirée par les conflits, a marqué mon engagement politique. Je veux tenter de redresser cette Europe à laquelle je tiens. Car elle ne se porte pas bien : trop bureaucratique et lointaine des préoccupations des citoyens. Il faut remédier d'urgence à ses défauts de construction. Je suis déterminé à le faire.

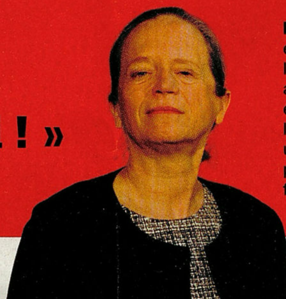
Comment redonner cette confiance ?
Je nous pose, à nous socialistes, une question : sommes-nous encore capables d'être sensibles aux situations de détresse de nos concitoyens ? Nous n'avons pas le choix. Il faut tout faire pour que les citoyens reprennent espoir et que les jeunes trouvent leur place dans la société européenne.
Les jeunes seront ma priorité. Je n'ai moi-même pas fait d'études supérieures et lorsque j'ai décroché un apprentissage chez un libraire, je savais que j'avais enfin un avenir. C'est ce que je veux pour notre jeunesse. Nous avons commencé en mettant en place la Garantie jeunesse, nous devons maintenant la renforcer et la développer. Je refuse de voir l'Europe dépenser sans compter pour sauver des banques mais rechigner à investir quand il s'agit de nos jeunes.

Quels seront vos objectifs si vous êtes élu ?
Une spirale infernale touche l'Europe : 26 millions de gens sont sans emploi, 120 millions de gens vivent proche ou sous le seuil de pauvreté. La politique menée en Europe n'a pas seulement exacerbé la crise et creusé les inégalités, elle a aussi attisé la haine. Les populistes savent exploiter ces frustrations mais n'ont aucune proposition concrète pour aider les Européens. C'est pour cela que notre réponse doit être celle d'une Europe qui protège, qui s'occupe de ceux qui luttent pour vivre avec 1 000 euros par mois. Je veux livrer bataille contre le dumping social en remettant à plat la directive sur les travailleurs détachés et mettre en place un salaire minimum européen, proportionnel au PIB de chaque État. La lutte contre le dumping social va de pair avec la lutte contre le dumping fiscal : je veux que le pays du profit soit celui de la taxe. Il est inacceptable que les grands groupes, qui font d'immenses profits en Europe, n'y payent aucun impôt. Nous devons aussi impérativement recréer les conditions de la croissance, protéger nos PME face à la mondialisation et les aider à avancer, notamment en termes de crédits.

Quel dernier message adressez-vous aux électeurs ?
À tous ceux qui doutent, qui sont réticents, je voudrais dire qu'il est temps de voter pour une nouvelle Europe, solidaire, démocratique, qui met en son centre le sort des citoyens.

ELLE L'A DIT...

« Le capitalisme casino, ça suffit ! Priorité à l'emploi ! »

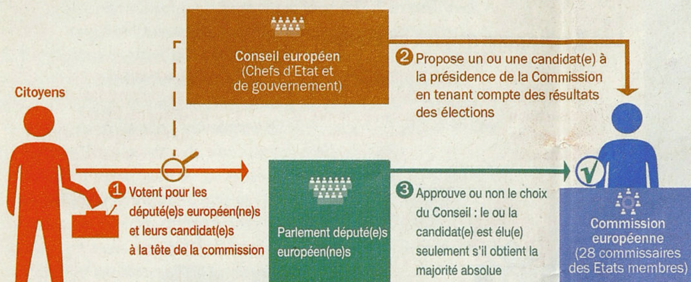


PERVENCHE BERÈS : députée européenne, présidente de la commission de l'emploi et des affaires sociales, Pervenche a été rapporteure sur la crise financière, économique et sociale. Elle est à l'origine de l'organisation Finance Watch qui se bat pour un système financier au service de la société pour contre-balancer le poids des lobbies financiers.

UNE CHANCE HISTORIQUE !

NOUS POUVONS CHOISIR

UN PRÉSIDENT PROGRESSISTE POUR LA COMMISSION



Le 25 mai prochain, 500 millions d'Européens voteront pour leurs députés au Parlement européen. Pour la première fois depuis 20 ans, nous avons une chance historique de faire élire un président progressiste à la Commission européennne. Pour la première fois, le Conseil européen, qui réunit les chefs d'États et de gouvernements, devra tenir compte des résultats issus des urnes pour proposer un ou une candidat(e) à la présidence de la Commission. C'est une grande avancée démocratique. Si les socialistes arrivent devant les conservateurs, Martin Schulz sera le nouveau président de la Commission.

Le Parlement

Le Parlement européen représente les peuples des États membres. Ses 751 député(e)s sont élu(e)s au suffrage universel direct. Il partage avec le Conseil des ministres de l'Union européenne le pouvoir législatif.

Le Conseil

Le Conseil européen réunit les chefs d'état et de gouvernement des pays membres de l'Union européenne (UE), ainsi que son président permanent et le président de la Commission européenne. Il définit les orientations politiques générales et les priorités de l'Union.

La Commission

La Commission européenne est l'organe exécutif de l'Union. Elle propose de nouvelles législations au Parlement européen et au Conseil de l'Union européenne, et veille à ce que la législation de l'UE soit correctement appliquée par les États membres.

NOUS NE VOULONS PLUS DE L'EUROPE DE LA DROITE ET DES CONSERVATEURS

Les clivages entre la gauche et la droite portent autant sur les questions économiques que sur celles de société. Face au double langage de la droite, les exemples sont nombreux de ce que les députés conservateurs et de l'UMP ont refusé de voter au détriment des citoyens européens.

- **Taxe sur les transactions financières,** ressource propre si nécessaire pour financer nos priorités tout en régulant la finance.
- **Création d'une agence européenne de notation,** qui ne laisserait plus la part belle aux trois agences privées qui dictent leurs lois sur les marchés.
- **Droits des femmes,** refus des propositions visant à faciliter l'accès des femmes à la contraception et à l'avortement.
- **Congé maternité,** refus, avec le Modem et le Front National, de porter le congé maternité de 14 à 20 semaines.
- **Droit des consommateurs,** rejet de l'amendement demandant l'étiquetage précis (lieu de provenance ou pays d'origine) des produits alimentaires soumis à la vente.

Les faits ont tranché : la politique conduite par la droite, majoritaire au Conseil, à la Commission et au Parlement ne permet pas de résoudre la crise.

Les grandes dates de l'Union européenne



1914 - 1918 : Première Guerre Mondiale, 9 millions de morts

1939 - 1945 : Seconde Guerre Mondiale, 40 millions de morts

1950 - 1951 : Création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) par la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays Bas et l'Allemagne de l'ouest

1957 : **Traité de Rome :** fondation de la Communauté économique européenne (CEE) établissant un marché commun

1962 : Mise en place de la **Politique agricole commune** (PAC)

1979 : **Premières élections** du Parlement européen au suffrage universel

1992 : **Traité de Maastricht :** création de l'UE et de l'Union économique et monétaire

1993 : Mise en place du **marché unique avec libre circulation** des marchandises, des services, des personnes et des capitaux

1995 : **Accords de Schengen** (suppression des contrôles d'identité aux frontières)

2002 : **Introduction de l'euro**

2010 - 2012 : **Crise de la dette** et renforcement des règles budgétaires de l'UE

2014 : Pour la première fois, **désignation du président de la Commission européenne selon les résultats issus du scrutin**

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

L'Europe doit montrer l'exemple !

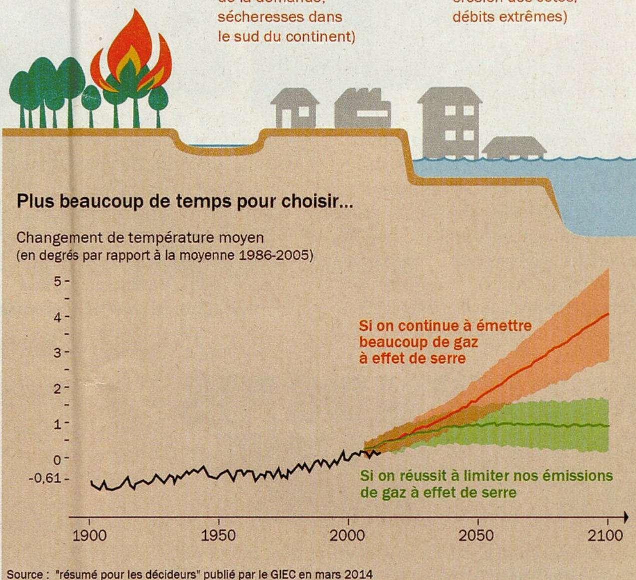
150 millions de réfugiés climatiques d'ici 2050, c'est l'estimation du Groupe intergouvernemental des experts de l'ONU sur l'évolution du climat (GIEC). Sécheresses, inondations, migrations, pénuries alimentaires, aggravation de la pauvreté, les effets déjà visibles du dérèglement climatique sont nombreux. Nous devons agir d'urgence. **Les socialistes ont obtenu que le Parlement européen défende des objectifs ambitieux et contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici à 2030, d'augmentation de 30 % de la part des énergies renouvelables et de 40 % d'économies d'énergie grâce à une meilleure efficacité énergétique.** Les États membres doivent se prononcer clairement sur ces objectifs. Il faut agir sur tous les fronts et développer l'éco-conception, l'économie circulaire, des transports propres à l'agro-écologie, sans oublier l'éco-rénovation des habitations.

NOUS VOULONS

- **Affirmer avec fermeté le respect des normes environnementales dans la négociation des accords commerciaux.**
- **Mettre en place la taxe carbone aux frontières.**
- **Maintenir notre exigence sur la taxation des émissions de gaz à effet de serre dans le domaine de l'aviation.**

IL EST ENCORE TEMPS ! AGIR SUR TOUS LES FRONTS

Transition écologique : les conclusions du GIEC



Source : "résumé pour les décideurs" publié par le GIEC en mars 2014

FONDS STUCTURELS ET PROJETS

Au service de l'emploi

Représentant près de 10 % du budget total de l'Union, le Fonds social européen (FSE) est le bras armé de l'Europe sociale, en attendant l'instauration d'un salaire minimum européen et d'une indemnité chômage minimum à l'échelle de la zone euro que nous souhaitons. En 6 ans, sa contribution a représenté plus de 75 milliards d'euros pour la création et l'amélioration des emplois. Le FSE fait partie des trois Fonds structurels de l'UE, avec le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), qui ont pour objectif de renforcer la cohésion territoriale de l'UE. Ils financent des infrastructures, protègent l'environnement, aident les efforts de recherche, soutiennent les PME, répondent aux besoins en emploi et formation. Jusqu'en 2020, la France bénéficiera de 15,1 milliards d'euros au titre du FEDER et du FSE qui pourront être utilisés notamment dans les domaines de la recherche et de l'innovation, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, des nouvelles technologies, ou encore du soutien au profit des PME.

SERVICES PUBLICS

Une directive cadre

Les services publics sont au coeur du modèle social défendu par les socialistes. Mais la droite européenne souhaite leur libéralisation et pousse à leur mise en concurrence.
Santé, éducation, transport, logement, accès à l'eau ou à l'énergie sont, pour les socialistes, des domaines où la loi du marché ne peut pas dominer si l'on veut garantir leur qualité et l'accès de tous à leurs bénéfices.
Nous mènerons sans relâche le combat pour la protection et la pérennisation des services publics car ils sont plus que jamais nécessaires en temps de crise.

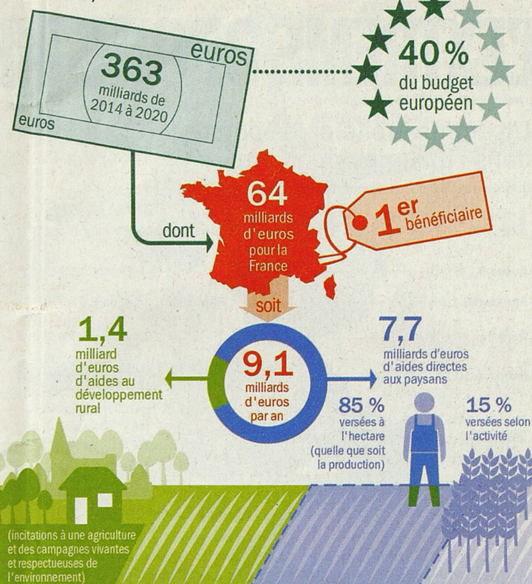
NOUS VOULONS

- **Défendre les services publics.**
- **Mettre en place une directive-cadre afin qu'ils soient mieux définis et protégés.**
- **Garantir leur accès égal et universel à tous les citoyens.**

PROMOUVOIR UNE AGRICULTURE DURABLE

Trois ans de négociation pour réformer la PAC ! C'est la première fois que le Parlement s'est mis d'accord, avec les gouvernements, sur une politique qui pèse encore 363 milliards d'euros, pour les 6 ans à venir, soit 40 % du budget européen. Pour la période 2014-2020, les crédits alloués à la PAC chutent globalement d'environ 14 %. Mais grâce à l'action de François Hollande, l'enveloppe de la France a été globalement préservée. De plus, afin de promouvoir une agriculture plus « verte », le versement de 30 % des aides directes sera lié, dès 2015, à des actions environnementales : diversification des cultures, maintien de prairies permanentes et de « surfaces d'intérêt écologique » comme des jachères. Les socialistes veulent poursuivre et amplifier les réformes engagées.

NOUS VOULONS
- **Gérer les marchés de produits agricoles à l'échelle européenne.**
- **Développer une agriculture tournée vers des produits de qualité, la création d'emplois et la vie sur les territoires.**



OGM

La culture des OGM dans l'UE doit-elle être strictement encadrée ? Les socialistes ont répondu « oui » par 160 voix alors que la droite répondait « non » par 181 voix. Il faut aujourd'hui interdire la culture du maïs OGM TC1507.



Sécurité alimentaire et traçabilité des produits

Poulets et œufs à la dioxine, maladie de la vache folle, viande de cheval à la place du bœuf... ces scandales alimentaires ont défrayé la chronique ces dernières années. Le niveau de sophistication des fraudes alimentaires est sans précédent. Elles ont représenté près de 36 milliards d'euros en 2012 !

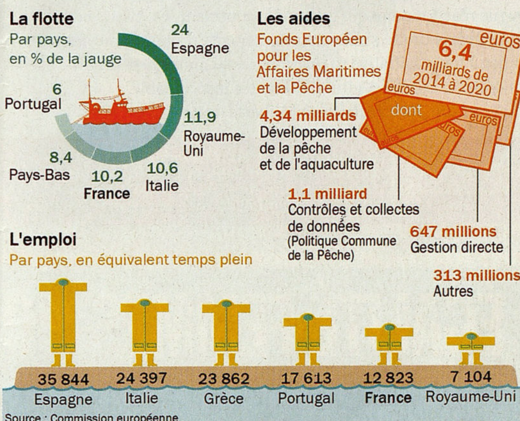
Pour éliminer les risques sanitaires et éviter de futurs scandales, il faut se concentrer sur le renforcement des contrôles sanitaires à tous les stades de la production.

Une législation européenne plus exhaustive est impérative en matière d'obligation d'étiquetage de l'origine et de la provenance de la viande, des volailles, des produits laitiers, des fruits frais et légumes. Elle doit s'étendre aux viandes et volailles utilisées comme ingrédients dans des aliments tranformés.

NOUS VOULONS
- **Étendre l'étiquetage obligatoire des lieux d'élevage et d'abattage aux lieux de naissance.**

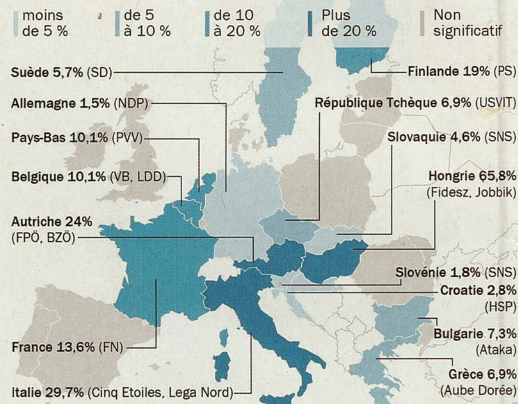
13 000 emplois en mer

Près de 65 % des produits de la mer consommés en Europe sont importés, sans exigence environnementale et sociale. Valoriser les produits de la pêche, c'est donc protéger durablement les espèces et la profession qui compte près de 13 000 emplois en mer. Chacun générant 4 à 5 emplois à terre, non délocalisables. Les marins du transport payent aussi le prix du dumping social, nous proposons de créer un pavillon européen. L'objectif pour l'Europe, c'est la croissance bleue. Il s'agit potentiellement de 1,6 million d'emplois supplémentaires d'ici à 2020.



NOUS VOULONS
- **Accompagner les marins-pêcheurs dans le renouvellement de la flotte.**
- **Assurer le renouvellement durable de la ressource.**
- **Renforcer les règles à l'importation dans les accords de pêche.**

L'EXTRÊME DROITE MENACE L'EUROPE !



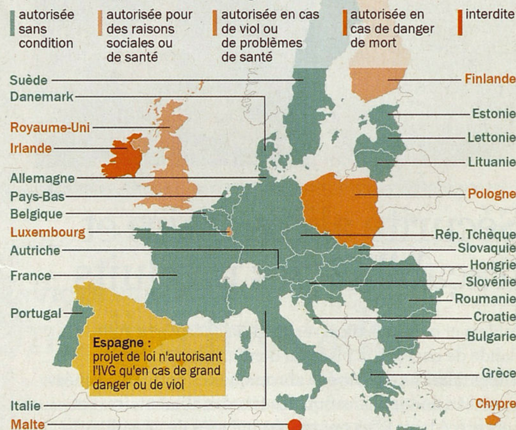
La progression de l'extrême droite fait peser une très grave menace sur l'Europe. Ces partis populistes gangrènent les parlements nationaux en Autriche, en Bulgarie, au Danemark, en Lettonie, aux Pays-Bas, en Slovaquie et en Suède. En Hongrie, le parti Jobbik, l'un des plus radicaux en Europe, totalise 20,54 % des suffrages aux législatives d'avril dernier. L'Europe « austéritaire » est propice à cette montée d'intolérance, de racisme, de xénophobie, d'antisémitisme et d'une rhétorique anti-européenne. À côté d'un extrémisme violent, se développe le discours du *« nous, le Peuple »*, contre *« eux, le pouvoir en place, les élites, les étrangers »*. Une parole xénophobe et raciste, désinhibée, s'exprime tout particulièrement sur les réseaux sociaux. Elle s'attaque aux principes mêmes sur lesquels l'Europe s'est construite : l'ouverture et la tolérance. La démocratie et la paix sont en danger.

NOUS VOULONS **Faire appliquer l'article 7 du traité de Lisbonne qui permet de suspendre le droit de vote des États coupables de violer les valeurs de respect de l'État de droit, de liberté et de démocratie.**

Droit à l'avortement : vous avez dit acquis ?

Chaque année, 50 000 femmes dans le monde meurent des suites d'un avortement clandestin tandis que 8 millions d'autres souffrent de séquelles temporaires ou irréversibles. En Espagne, le gouvernement de droite a adopté, en décembre dernier, un projet de loi limitant drastiquement le droit à l'avortement. Le terrible retour en arrière que constitue cette loi, illustre la fragilité de ces acquis face à la vague réactionnaire qui traverse le continent. En effet, la droite et l'extrême droite s'allient au Parlement européen pour faire échec à toute initiative permettant de reconnaître et de garantir ce droit en Europe. Cette situation est inacceptable. Rien ne doit porter atteinte à la liberté des femmes !

NOUS VOULONS **Inscrire le droit à l'avortement et à la contraception dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE pour qu'il devienne un droit garanti dans tous les pays européens.**

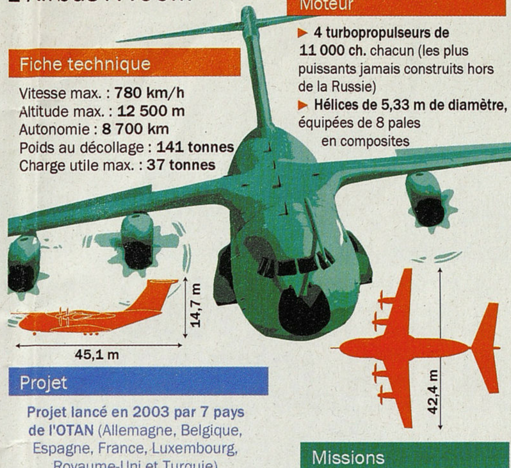


ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Sur leur fiche de paie, hommes et femmes ne sont pas égaux au travail : une étude de l'Insee de 2013 montre, qu'en moyenne, dans le secteur privé, les femmes, à compétences égales, gagnent 28 % de moins que les hommes ! De plus 80 % des emplois à temps partiel sont subis et occupés par des femmes. L'égalité est l'un des principes fondamentaux du droit de l'Union. Nous voulons la faire respecter par tous les moyens en soutenant la « clause de l'Européenne la plus favorisée » qui devra faire bénéficier chaque citoyenne de la législation la plus avancée existant dans l'UE pour tous les aspects de la vie : loi espagnole sur la violence conjugale, congé parental suédois, loi belge sur la parité en politique, dispositions de la nouvelle législation française sur l'égalité femmes/ hommes… Les socialistes veulent aussi lutter contre la répartition sexuée des emplois.

L'Europe nouvelle de la défense

Dans ce domaine fondamental, il est essentiel que nous mutualisions nos forces à l'échelon européen pour renforcer notre indépendance. Les derniers conflits au Mali, en République Centrafricaine, en Syrie,... l'ont montré : nous avons besoin de capacités d'intervention communes. Dans le domaine des avions ravitailleurs, des drones de surveillance au transport de troupes, des coopérations sont nécessaires pour assurer notre autonomie stratégique. Un programme européen pourrait être initié afin notamment d'accroitre le soutien aux PME de ce secteur et l'investissement dans des programmes de recherche et développement sur les « technologies duales », (les technologies militaires qui ont des retombées fécondes pour l'industrie civile), qui participeront à la préservation des emplois.



Projet

Projet lancé en 2003 par 7 pays de l'OTAN (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Turquie)

Objectifs

Remplacer les anciens **Transall C-160** dans les flottes européennes, **concurrencer le C-130** américain de Lockheed Martin

Missions

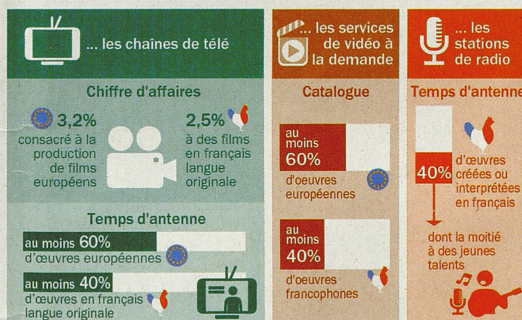
- **Transport de troupes** (116 hommes)
- **Transport de matériel** (véhicules, hélicoptères...)
- Missions **humanitaires**
- **Maintien de la paix**
- **Ravitaillement** en vol

NOUS VOULONS
- **Mutualiser nos moyens pour renforcer notre indépendance au niveau européen.**
- **Revoir le soutien financier que l'Europe peut apporter aux opérations militaires.**
- **Préserver l'outil industriel de défense.**

NOUS PROTÉGER !
L'EXCEPTION CULTURELLE EUROPÉENNE

En France, quelque 670 000 personnes travaillent dans le secteur de la culture et de la création. Dans notre pays, comme dans toute l'Union, il existe un patrimoine culturel exceptionnel qui se conjugue avec les pratiques les plus novatrices de la création. Aujourd'hui, des géants de l'Internet, tels que Google ou Amazon, pénètrent le marché européen et diffusent des contenus culturels sans contribuer, pour autant, à leur financement ni à celui des réseaux numériques par la fiscalité. Obtenue à l'issue d'un long combat, l'exception culturelle doit répondre à ces nouveaux risques et être toujours défendue. L'Union affirme le droit de ses États membres à soutenir les cultures européennes, leurs créations et leurs créateurs.

NOUS VOULONS
- **Protéger et défendre les cultures européennes en leur affectant un budget conséquent et en leur accordant un traitement particulier dans les accords internationaux.**



DONNÉES PERSONNELLES : NSA GO HOME

Le scandale des écoutes de la NSA en Europe et les clauses commerciales parfois scandaleuses de certaines grandes entreprises du numérique ont mis à jour l'urgence de la protection des données personnelles et des droits des consommateurs. Le consentement explicite des utilisateurs doit être imposé pour chaque acte de collecte, de traitement ou de vente de ses données. Et dans les cas d'abus, les entreprises doivent être davantage sanctionnées.

Cap sur Euromed

En matière de coopération et d'aide au développement, l'Europe doit résolument faire le choix de la Méditerranée et de l'Afrique. Tout l'y incite : notre proximité géographique, le dynamisme économique et les perspectives de croissance. C'est pourquoi nous devons bâtir un partenariat privilégié au service du développement et de la démocratie pour les années qui viennent.



« LE 25 MAI, VOUS AUREZ UN SEUL TOUR, UN SEUL JOUR POUR CHOISIR VOTRE EUROPE. »

Pour la première fois, en élisant vos députés européens vous aurez le pouvoir de peser sur la désignation du président de la Commission européenne. Jusqu'ici décidé loin des peuples, l'avenir de l'institution chargée de représenter l'intérêt général de l'Union sera désormais déterminé par les citoyens européens. C'est une avancée démocratique majeure. Nous avons un candidat, Martin Schulz.

Vous voulez changer l'Europe ? Lui aussi !

Président du Parlement européen, Martin Schulz allie esprit visionnaire, compétence et connaissance des réalités vécues par les citoyens européens. Pour la première fois depuis 20 ans, vous pourrez élire un président de gauche à la Commission européenne.

Vous voulez changer l'Europe ? Nous aussi !

Les tentations de repli national et de rejets de l'Europe sont nombreuses. Pourtant, l'Europe n'est pas coupable de la mondialisation sauvage. Elle peut et doit au contraire devenir la solution, à condition de changer la majorité qui la gouverne. Nous avons besoin d'une Europe qui rime avec solidarité et relance économique, une Europe qui crée des emplois.

Le « Manifeste » du Parti socialiste européen présente l'Europe que nous voulons : celle qui refuse l'austérité et qui fait de la lutte contre le chômage, d'abord des jeunes, une priorité.

Nous nous engageons à siéger au Parlement européen pour défendre notre programme et notre vision de l'avenir au cours des cinq prochaines années.

Voter pour notre liste, c'est promouvoir un projet clair, incarné par un homme déterminé à relancer le projet européen. Voter pour notre liste, soutenue par le Parti socialiste européen, c'est dire stop à l'austérité et au dumping social qui ont conduit au décrochage de notre continent.

Le 25 mai, un seul tour pour décider de la destinée des Français et des Européens, un seul jour pour changer la donne et relancer l'Europe.

L'avenir de l'Union est enfin entre vos mains !

P. Berès.

Pervenche Berès
Tête de liste du Parti socialiste aux élections européennes

Le top 6 de vos propositions pour réorienter l'Europe sur choisirnotreeurope.fr


1. L'IVG EST UN DROIT FONDAMENTAL


2. GOOGLE DOIT PAYER


3. STOP AU DUMPING SOCIAL


4. GARANTIE JEUNESSE


5. EGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES


6. REFUSER L'AUSTÉRITÉ

Le 25 mai, votons pour la liste « Choisir notre Europe » conduite par Pervenche Berès


1. Pervenche Berès


2. Guillaume Balas


3. Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy


4. Jean-Michel Morer


5. Hella Kribi-Romdhane


6. Antoine Varoquié


7. Garance Yayer


8. Maurice Braud


9. Michèle Christophoul


10. Pierre Kanuty


11. Corinne Bord


12. Nicolas Gaborit


13. Elisabeth Humbert-Dorfmüller


14. Aleksander Glogowski


15. Nadia Beaumel







CIRCONSCRIPTION ÎLE-DE-FRANCE ET FRANÇAIS DE L'ETRANGER